



LES SOURCES DE LA GRATUITÉ PREMIER ET SECOND DEGRÉS

Textes de références

- Constitution de 1958
- Loi du 16 juin 1881
- Lois de décentralisation relatives à la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales, et le transfert des charges.
- Ordonnance du 8 janvier 1945
- Décret du 29 janvier 1890
- Circulaires des 27 août 1982, 1^{er} juillet 1983, 10 août 1988, 13 octobre 1995.

Principes

La gratuité de l'enseignement public dans les premier et second degrés est un principe constitutionnel, conséquence du caractère obligatoire de la scolarité.

Application

Le principe de la gratuité initialement affirmé pour le Premier degré est étendu progressivement à l'enseignement secondaire public (organisation, fonctionnement). De même l'enseignement préélémentaire qui se trouve pourtant hors des limites de l'obligation scolaire est intégré dans le champ de la gratuité.

Les frais de fonctionnement des écoles sont assurés par les communes, ceux des collèges par les départements et ceux des lycées par les régions.

Les frais de rémunération des personnels restent à la charge de l'Etat (à l'exception des Agents Spécialisés des Ecoles Maternelles qui relèvent de la compétence communale).

Les manuels scolaires sont fournis gratuitement aux écoliers, collégiens et élèves des 4^e et 3^e Techno des lycées professionnels.

Les manuels scolaires des lycées généraux et technologiques sont à la charge des familles. Certaines associations de parents d'élèves, notamment dans le second degré, organisent un service de prêt ou d'achats groupés.

Eléments de réflexion

Peut rester à la charge des familles: l'achat de "petites fournitures individuelles" mais la modération dans la demande est recommandée par les instructions ministérielles aux enseignants.

Liberté des collectivités locales de voter des financements complémentaires (ex: transports scolaires, activités complémentaires)

Problème des photocopies: usage, droit d'usage, coût et reproduction - Droits d'auteurs - Loi n°95-4 du 3 janvier 1995 et circulaire n° 95 223 du 13.10.1995 (BO du 4 novembre 1995). La reproduction et la diffusion des photocopies tirées de manuels sont illégales et passibles de poursuites judiciaires éventuelles.